

[LGV]

L'enquête publique LGV commence en mairie

Hier, 1^{er} juin, s'est ouverte, et jusqu'au 17 juillet, l'enquête publique relative au tracé d'une nouvelle ligne TGV, la fameuse LGV. L'occasion de mettre tous les riverains potentiels sur de bons rails : des commissaires enquêteurs, chargés d'enregistrer les observations de chacun, passeront dans les mairies des communes en question et dans les chefs-lieux de cantons, sous-préfectures et préfectures de Mayenne, Sarthe et Ille-et-Vilaine. Les documents relatifs au dossier (plans des travaux, étude d'impact, évaluation financière, etc.) seront consultables sur place (et sur le site Internet de la préfecture de la Sarthe).

Pour le président de l'association des expropriés de la Mayenne, Stéphane Thireau (agriculteur), c'est l'occasion pour chacun d'évaluer la situation. De se « donner des perspectives » aussi, au sujet des plans d'épandage notamment. Qui plus est en Mayenne, souligne-t-il, car c'est là que la ligne couvre le plus de

terrain.

Récemment, avec ses homologues sarthois et breton, Jacqueline Manceau et Joseph Ménard, Stéphane Thireau s'est déplacé dans la Marne, sur le chantier du TGV Est. Ce fut l'occasion de voir concrètement ce que donnent de tels travaux. « Il faut voir le TGV comme une barrière » pour les riverains, lance le président de l'ADE. « Pendant les travaux, il y a des coupures électriques, d'eau surtout pour les animaux, et il y a des forages à proximité de la ligne. » Autant de détails auxquels ne pensent pas forcément les populations limitrophes. Y compris pour les accès aux parcelles « coupés lors des travaux et utilisés ensuite pour l'entretien des voies ferrées ».

Dans une autre logique, la fédération Alto considère que l'enquête publique est l'occasion d'enrayer la « rumeur ambiante » qui voudrait que tout soit joué d'avance. C'est du moins ce que les membres devaient montrer hier, lors

d'une action symbolique. Un barrage filtrant sur la départementale de Mellesse, entre Conlie et Saint-Sathurnin.

Car pour la fédération, « c'est assez contradictoire avec les volontés affichées de développement durable [...] C'est 2,6 milliards d'euros de dépenses, soit 75 millions au kilomètre [...] et ça ne servira véritablement pas les Sarthois, puisque les trains traverseront sans s'arrêter. Pour notre territoire, c'est loin d'être positif. » D'autant qu'il existe des voies qui pourraient être réhabilitées... « En Mayenne, les élus ont démissionné plus vite » estime la secrétaire d'Alto, Anne-Marie Guitton. « En Sarthe, on a encore des élus de droite et de gauche qui nous soutiennent. » Même si elle regrette que certains élus aient changé de position.

FG

Voir détail en page 18